



# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

## ANTICIPER LES MENACES JURIDIQUES ET LES RÉPONSES STRATÉGIQUES

### CONTEXTE

Le journalisme d'investigation a toujours été un métier dangereux. Cependant, avec les menaces qui pèsent sur l'État de droit à travers le monde, ainsi qu'une prévalence et une acceptation accrues de la désinformation, le travail des journalistes d'investigation est devenu à la fois plus critique et plus dangereux que jamais. Les journalistes et les salles de rédaction sont régulièrement confrontés à de nouvelles tactiques visant à limiter leur capacité à informer, souvent spécifiques à leur pays d'exercice. Ces tactiques peuvent aller des poursuites judiciaires destinées à les intimider, les réduire au silence ou les acculer à la faillite, aux mesures officielles visant à restreindre les activités, voire même l'existence des médias indépendants, sans oublier les poursuites judiciaires et les détentions basées sur des accusations fabriquées de toutes pièces. Ces attaques menacent la sécurité personnelle, la liberté, la réputation et la sécurité financière des journalistes et des rédacteurs en chef, des éditeurs et des propriétaires de médias.

La menace de représailles, qu'elles soient juridiques ou physiques, pour avoir couvert des sujets d'intérêt public, sape la profession de journaliste et, par extension, la société civile et la gouvernance démocratique. Face à ces menaces croissantes contre les journalistes, le Fonds mondial de défense des médias de l'UNESCO soutient généreusement le Cyrus R. Vance Center for International Justice (le "Vance Center") - un programme du Bar of the City of New York Fund, Inc - dans ses efforts pour renforcer la protection des médias et améliorer l'accès des journalistes à une assistance juridique spécialisée.

Le Public Interest Reporting Program du Vance Center reçoit régulièrement des demandes d'assistance juridique de la part de journalistes et d'organisations de médias indépendants du monde entier confrontés à des menaces existantes ou imminentes de la part de gouvernements, d'intérêts puissants ou d'individus, en raison de leurs publications ou de leurs projets de reportages. Ces menaces posent des défis considérables à ceux qui s'engagent dans le journalisme indépendant.

L'initiative "Médias en exil" du programme vise à fournir aux journalistes en danger un meilleur accès à une représentation juridique gratuite, afin qu'ils puissent poursuivre leur travail essentiel en toute sécurité. Il s'agit principalement de soutenir les journalistes contraints de changer de lieu de travail ou de réorganiser leur structure organisationnelle pour faire face aux menaces qui pèsent sur leur sécurité et leur liberté d'informer. Grâce à son expertise juridique interne et à son modèle unique de co-conseil avec des cabinets d'avocats du monde entier, le Vance Center s'efforce de fournir une assistance juridique proactive aux journalistes et aux organisations de médias, les protégeant ainsi contre les attaques juridiques et extra-juridiques qui menacent leur vie, leur carrière et/ou leurs publications.

### CLAUDE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les présentes lignes directrices ne fournissent que des informations. Elles n'ont pas pour objet et ne constituent pas un conseil juridique, et ne créent pas de relation avocat-client avec une personne ou une entité.

# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

## LIGNES DIRECTRICES

Les lignes directrices suivantes s'articulent autour de trois stratégies pratiques[1] pour aider les journalistes d'investigation et les rédactions à anticiper et à répondre à certaines menaces juridiques[2] :

- >> Éviter la diffamation et les plaintes connexes
- >> Documentation juridique
- >> Délocalisation, création d'entreprise et exonération fiscale

## 1. PRÉVENIR ET SE DÉFENDRE CONTRE LA DIFFAMATION ET LES PLAINTES CONNEXES

### IDENTIFIER LE PROBLÈME

Les individus et les entreprises qui font l'objet de reportages d'investigation à travers le monde exploitent de plus en plus le système juridique pour distraire ou intimider les journalistes, et épuiser les finances des médias, en particulier ceux qui sont indépendants et manquent de ressources financières. Nous savons que la menace de représailles juridiques a conduit les rédactions à supprimer des articles, atténuer leurs conclusions ou mener des enquêtes de moindre impact, dans le but d'éviter d'être entraînées dans des procès futiles.

Les poursuites stratégiques contre la participation du public – ou SLAPP – ont transformé la loi en une arme. Le plus souvent, ces poursuites-bâillons ne sont pas fondées et n'aboutissent pas devant les tribunaux. Une évolution inquiétante est le recours croissant à la diffamation civile, en particulier dans les pays où elle a été dépénalisée, ce qui conduit à des sanctions financières excessives visant à ruiner les journalistes ou à les pousser à l'autocensure. Ces affaires entraînent souvent des batailles juridiques longues et coûteuses, avec des normes de preuve moins strictes. Dans certaines juridictions, les journalistes se voient même refuser l'accès à l'aide juridique, rendant plus difficile l'organisation d'une défense appropriée. Néanmoins, le simple fait qu'un journaliste soit contraint de faire appel à un avocat et de consacrer du temps à sa défense a un effet dissuasif majeur sur la liberté d'expression.

Certains pays ont réagi à la menace croissante des poursuites-bâillons en adoptant une législation pour les contrer. Notamment, plusieurs États américains, le Canada et l'Australie, disposent de lois anti-SLAPP, tandis que le Royaume-Uni et l'Union européenne sont en train d'en élaborer.[3] Plusieurs cabinets d'avocats britanniques permettent régulièrement à des oligarques et à des responsables, actuels ou anciens, de réagir par des représailles contre des reportages dénonçant leur corruption. Les procédures dans toutes ces juridictions, en particulier au Royaume-Uni, sont longues et coûteuses, même lorsqu'elles disculpent finalement les médias accusés, ce qui a conduit à des appels en faveur d'une législation anti-SLAPP au Royaume-Uni.

[1] Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de stratégies juridiques. Il s'agit simplement de trois options que nous utilisons régulièrement au Centre Vance et qui sont jugées utiles par nos clients.

[2] Ces lignes directrices n'abordent qu'une petite partie des menaces juridiques auxquelles les journalistes sont confrontés ; d'autres risques, tels que les poursuites ou les enquêtes pour des délits financiers, les violations de la vie privée, la violence et le "doxxing", ne sont pas couverts. Pour ces menaces, veuillez vous adresser à des organisations telles que le Comité pour la protection des journalistes, le Rory Peck Trust et Media Defence.

[3] D'autres juridictions disposent de lois ou d'initiatives anti-SLAPP ; toutefois, leur portée est souvent limitée et elles se concentrent principalement sur le droit de l'environnement.

# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

De même, les États-Unis sont le théâtre d'innombrables poursuites-bâillons, malgré le fait que 32 États et le District de Columbia ont adopté des lois anti-SLAPP. La mosaïque de lois nationales, qui offrent différents niveaux de protection, ne dissuade pas les plaignants - venus du monde entier - d'exploiter le système juridique américain dans le but de cibler et d'accabler les journalistes. Les États-Unis et le Royaume-Uni représentent les menaces les plus importantes pour les journalistes et la liberté d'expression journalistique, car les procès intentés dans ces juridictions entraînent des coûts de défense élevés et des jugements encore plus lourds. D'autres systèmes juridiques imposent des coûts moins élevés, mais souvent aussi des niveaux de protection juridique moindres pour les éditeurs.

## S'ATTAQUER AU PROBLÈME

Rédigez et éditez en adoptant une approche proactive et protectrice, en veillant à ce que votre organisation intègre les pratiques suivantes dans ses politiques éditoriales :

### Collecte d'informations

- S'appuyer sur des sources crédibles et réputées, en minimisant les sources anonymes, conformément à vos lignes directrices éditoriales
- Conservez des enregistrements complets des communications, des notes et des documents justificatifs pour étayer vos faits.

### Rédaction et édition

- Soyez précis et prudent lorsque vous faites référence à des allégations d'immoralité ou d'illégalité
- Faire explicitement référence à des décisions juridiques antérieures, en s'assurant de leur pertinence dans le contexte actuel
- Distinguer clairement les opinions des déclarations factuelles et s'assurer que ces opinions sont réellement et raisonnablement justifiées par une base solide
- En cas d'incertitude, consulter un conseiller juridique pour un examen préalable à la publication

### Révision juridique

- Offrez toujours aux sujets la possibilité de faire des commentaires et de présenter leurs réponses de manière équitable
- Utiliser des documents pour corroborer toutes les allégations chaque fois que cela est possible
- Demander l'autorisation d'utiliser tout matériel protégé par un droit d'auteur ou une marque déposée (photographie, dessin, musique, vidéo, etc.), car l'exception de l'"usage loyal" est rarement applicable
- En cas d'action en justice, demander une assistance juridique immédiate

## RESSOURCES

• Modules de formation de l'OCCRP : 12 modules de formation disponibles sur la manière de rédiger et d'éditer des articles tout en limitant le risque de poursuites en diffamation et d'autres formes de harcèlement juridique. Ces modules ont été conçus par d'éminents avocats spécialisés dans la diffamation aux États-Unis et au Royaume-Uni. Veuillez contacter l'OCCRP ([info@occrp.org](mailto:info@occrp.org)) pour avoir accès à ces modules.

- "[Directives éthiques pour les journalistes](#)", Groupe de la communication des Nations unies

# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

## 2. RENFORCER PAR LA DOCUMENTATION JURIDIQUE

### IDENTIFIER LE PROBLÈME

Les accords écrits dans le domaine de l'édition, tels que les accords de licence, de traduction ou de commande d'articles, sont des documents juridiques qui définissent les conditions, les droits et les obligations entre les créateurs de contenu et les éditeurs. Ils garantissent une clarté sur la propriété, la distribution, la rémunération, la répartition des risques et l'utilisation du contenu. Ces accords sont essentiels pour toutes les parties impliquées dans le journalisme, y compris les organisations médiatiques et les pigistes, car ils établissent des responsabilités claires et protègent contre les responsabilités juridiques.

Pour les entreprises de médias, ces accords sont essentiels pour protéger leurs intérêts et garantir le respect des normes de l'industrie, minimisant ainsi le risque de litiges. Dans le cadre des projets de coédition, ces accords permettent à toutes les parties de comprendre leurs rôles et obligations, facilitant ainsi la collaboration et évite les conflits. Pour les indépendants, un contrat écrit est tout aussi important. Il élimine toute incertitude, ambiguïté ou confusion dans la relation de travail, offrant une protection vitale contre le non-paiement, la responsabilité et d'autres problèmes juridiques. Malheureusement, de nombreux pigistes du secteur des médias à travers le monde travaillent souvent sans contrat formel, se contentant d'échanges informels par messages ou courriels, qui ne précisent pas les conditions du projet ni les mesures de protection nécessaires.

Au minimum, les accords écrits doivent décrire clairement les aspects clés, tels que l'étendue du travail, la gestion des modifications, les conditions de paiement et la propriété des droits d'auteur. En formalisant ces détails dans un contrat écrit, les journalistes protègent non seulement leurs intérêts, mais favorisent également une collaboration plus professionnelle et plus transparente avec les organisations. Ainsi, les deux parties peuvent s'engager avec plus de confiance, sachant que leurs droits et responsabilités sont bien définis et protégés. De plus, ces accords doivent inclure des éléments essentiels, tels que des clauses d'indemnisation et une couverture d'assurance appropriée, comme celle de [Reporters Shield](#), un programme d'assurance qui protège les journalistes contre les frais de justice et les risques liés à leurs activités de reportage.

### S'ATTAQUER AU PROBLÈME

- Le Vance Center dispose de modèles - notamment pour les collaborateurs indépendants, les licences et les traductions - et nous recherchons des conseils locaux pour nos clients lorsque ces modèles doivent être adaptés à une juridiction particulière (que ce soit pour un État américain particulier ou pour un autre pays).
- Les free-lances devraient élaborer des modèles à partir de leurs travaux passés et actuels, et encourager activement leurs pairs à faire de même, afin d'établir des normes cohérentes et équitables dans l'ensemble du secteur.
- Les publications devraient mettre en place une politique organisationnelle exigeant l'utilisation d'accords écrits lorsqu'elles collaborent avec des free-lances, afin de garantir la cohérence des résultats et de minimiser les risques de litiges.

### RESSOURCES

- [Modèles de l'alliance ACOS](#)
- [Modèle de contrat pour les journalistes d'investigation et les rédacteurs indépendants \(FIRE\)](#)

# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

## 3. SE PRÉMUNIR CONTRE LES RISQUES : RELOCALISATION, CRÉATION D'ENTREPRISE ET EXONÉRATION FISCALE

### IDENTIFIER LE PROBLÈME

Dans de nombreux pays, les lois offrent peu de protection aux médias, et les fonctionnaires harcèlent et menacent les journalistes qui enquêtent sur la corruption ou les finances publiques. Par conséquent, de nombreuses publications se demandent comment elles peuvent continuer à fonctionner face à une censure accrue, à la persécution politique et au risque de représailles financières de la part de leur gouvernement.

### S'ATTAQUER AU PROBLÈME

Création d'une nouvelle entité dans une juridiction différente – les journalistes qui s'installent aux États-Unis décident souvent de constituer une organisation à but non lucratif et d'obtenir le statut d'organisme fédéral exonéré d'impôt [c'est-à-dire le statut 501(c)(3)]

La création d'une association à but non lucratif présente de nombreux avantages :

- **Statut d'exonération fiscale** : Les organisations à but non lucratif bénéficiant du statut 501(c)(3) sont exonérées de l'impôt fédéral et de l'impôt d'État sur les revenus générés par les activités liées à leur mission. En outre, les donateurs peuvent bénéficier de déductions caritatives pour leurs contributions.
- **Accès aux subventions et aux financements** : De nombreuses organisations à but non lucratif peuvent bénéficier de subventions de la part d'agences gouvernementales, de fondations et d'autres organisations. Ces subventions peuvent apporter un soutien financier important aux programmes et aux opérations.
- **Confiance du public et crédibilité** : Le fait d'être une organisation à but non lucratif indique au public qu'une organisation est motivée par une mission et qu'elle se concentre sur le bénéfice de la société plutôt que sur la génération de profits pour les actionnaires ou sur la poursuite d'un agenda politique. Cela peut contribuer à renforcer la confiance des donateurs, des bénévoles et de la communauté.
- **Alignement avec la mission** : Les organisations à but non lucratif ont la liberté de poursuivre leur mission sans être obligées de donner la priorité aux activités lucratives. Elles peuvent ainsi se concentrer sur des questions sociales, environnementales ou culturelles qui ne sont peut-être pas traitées de manière adéquate par des entités à but lucratif.
- **Flexibilité dans les opérations** : Bien que les organisations à but non lucratif doivent se conformer à certaines exigences en matière de gouvernance et d'information, elles disposent généralement d'une plus grande souplesse dans leur mode de fonctionnement que les entreprises à but lucratif qui doivent donner la priorité à la maximisation des profits plutôt qu'à l'impact social. Les organisations à but non lucratif peuvent ainsi s'adapter plus rapidement à l'évolution des circonstances et des besoins de la communauté.
- **Possibilités de collaboration** : Les organisations à but non lucratif collaborent souvent avec d'autres organisations, y compris des agences gouvernementales, des entreprises et d'autres organisations à but non lucratif, pour relever des défis sociaux complexes. Cette collaboration peut déboucher sur des solutions innovantes et un impact plus important.

### RESSOURCES

- [Le Public Interest Reporting Program](#) peut aider les organisations étrangères à établir une présence aux États-Unis. [Lawyers for Reporters](#), un autre programme du Vance Center, dispose de modèles et offre une assistance gratuite aux organisations et aux journalistes basés aux États-Unis qui souhaitent créer des entités.
- [Comité de protection des journalistes](#)
- [Media Defence](#)

# LE JOURNALISME PRÊT À AFFRONTER LA CRISE

## REMERCIEMENTS

Le Cyrus R. Vance Center for International Justice a élaboré ces lignes directrices avec le soutien généreux du Fonds mondial de défense des médias de l'UNESCO\*.

\*Les appellations employées et la présentation des données dans ces directives n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le Vance Center est responsable du choix et de la présentation des faits contenus dans cette publication ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.



With the support of the  
UNESCO Global Media Defence Fund (GMDf)

## A PROPOS DU CYRUS R. VANCE CENTER FOR INTERNATIONAL JUSTICE

Le Cyrus R. Vance Center for International Justice fait progresser la justice mondiale en mobilisant des juristes à travers les frontières pour soutenir la société civile et promouvoir une profession juridique éthique et engagée. Pour ce faire, nous adoptons deux approches principales. Tout d'abord, nous fournissons une représentation juridique gratuite aux organisations de la société civile et aux organismes internationaux de défense des droits de l'homme dans le monde entier, en partenariat avec des cabinets d'avocats de premier plan. Ce travail se concentre sur quatre domaines thématiques : l'environnement, les droits de l'homme et l'accès à la justice, l'intégrité institutionnelle et les rapports d'intérêt public. Outre son travail pro bono pour les clients, le Vance Center s'efforce de rendre la profession juridique plus diversifiée et accessible à tous. Nous encourageons les cabinets d'avocats, les associations de barreaux, les écoles de droit et les centres d'information pro bono à soutenir et à rejoindre des initiatives innovantes qui renforcent une pratique pro bono éthique, développent un soutien systémique au droit d'intérêt public et réduisent les obstacles à une plus grande diversité dans le domaine juridique. Nous sommes un programme caritatif de l'Association du barreau de la ville de New York.



CYRUS R. VANCE CENTER  
FOR INTERNATIONAL JUSTICE